



"L'école du futur" voulue par Macron peine à devenir réalité à Marseille

Par Anna Rousseau le 04.09.2022 à 14h00 Lecture 6 min.

Laboratoire pédagogique désigné en 2021 par la volonté présidentielle, les établissements de Marseille ont développé dans l'urgence de multiples projets innovants. Mais leur mise en œuvre est laborieuse sur le terrain.



Emmanuel Macron lors de la présentation du plan Marseille en grand, avec l'ex-ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer, le 2 septembre 2021. Le chef de l'Etat annonçait un ambitieux plan de rénovation des écoles de la ville et l'instauration d'établissements pilotes.

D. Jacovides/Sipa

Rentrée spéciale ce 1er septembre pour 59 des 511 maternelles et primaires de Marseille: volontaires pour participer à des expérimentations dans le cadre de "l'école du futur" prônée par Emmanuel Macron, elles vont démarrer des projets éducatifs innovants. L'une propose de mêler apprentissage de la lecture et pratique musicale, une autre de donner des cours d'anglais aux enfants ainsi qu'à leurs parents...

Français, maths, mais aussi culture, sciences, sport, environnement, les thèmes foisonnent. Certaines ont plutôt décidé de réinventer leurs pratiques pédagogiques. Par exemple en mettant des roulettes aux bureaux et chaises pour transformer les salles en "classe flexible" où l'on peut passer du cours aux ateliers, apprendre debout, assis ou couché; d'autres en décroissant les niveaux pour adapter les apprentissages au rythme de chaque élève.

Lire aussi *Ecoles du futur : Marseille teste, sans enthousiasme, le laboratoire d'Emmanuel Macron*

Choix des enseignants

Le dessein du chef de l'Etat, qui a annoncé cette initiative de tests tous azimuts dans la cité phocéenne il y a tout juste un an, parallèlement à un plan massif de rénovation des bâtiments de 174 écoles de la ville où l'Etat engage 400 millions d'euros, était ambitieux.



Marseille devait être un "laboratoire de liberté et de moyens" pour "inventer l'école du futur" via "des méthodes radicalement nouvelles". Les établissements pilotes définiraient un projet pédagogique adapté à leur public en associant "les élus, les familles, les parents, les associations", qui aurait vocation à "repenser les projets d'apprentissage, les rythmes scolaires, les façons d'enseigner". Le tout sous la houlette de directeurs qui pourraient "choisir les enseignants, pour être sûrs qu'ils adhèrent au projet". A la clé, 2,5 millions (soit plus de 40.000 euros par école) pour acheter du matériel, payer des primes aux enseignants qui font plus d'heures, rémunérer des intervenants et recruter des professeurs supplémentaires afin d'accorder des décharges aux directeurs et instituteurs investis dans ces projets.

Mais la vision présidentielle a buté sur les réalités du terrain. La direction locale du ministère de l'Éducation nationale, l'inspection de l'académie d'Aix-Marseille, a dû mettre la pression pour que les écoles candidatent. "On nous a appelés un vendredi en nous demandant de sortir un projet pour le lundi, s'agace un directeur d'établissement. Certains ont même été déclarés candidats sans être prévenus juste parce qu'ils avaient un projet déjà prêt..." Les directions ressortent en hâte des idées de leurs tiroirs, sans plus de quelques semaines pour en discuter avec l'équipe enseignante et aucun temps pour élargir la concertation.

Vent debout face à ce projet d'expérimentations "libéral et inéquitable" (car accordant plus de moyens à quelques établissements), le principal syndicat d'instituteurs, le SNUipp-FSU local lance un boycott. Les enseignants de l'école La Busserine, dans les sensibles quartiers nord de Marseille, où un plafond s'est effondré en juin 2021, protestent ainsi dans une lettre contre ce qu'ils interprètent comme un "chantage odieux": "Moyens supplémentaires contre déréglementation de l'école et casse du statut."

Lire aussi *Rentrée scolaire : comment rendre aux élèves le goût des maths*
Autonomie transgressive

Dans toute la ville, des établissements désignés refusent de postuler. Du coup, contrairement au vœu présidentiel, qui souhaitait un plan global associant réfection du bâti et innovation pédagogique au service des plus défavorisés, toutes les écoles participantes ne sont pas dans les quartiers difficiles et toutes ne figurent pas parmi celles bénéficiant d'une réhabilitation de leurs locaux. C'est le cas de l'école de Fonscolombes, près des docks, qui lance le projet "prendre son envol" avec, notamment, un atelier cirque.

"Nous sommes contents que l'école reçoive de l'argent pour de nouvelles activités, témoigne, dubitatif, Romain, un parent d'élève, mais enfin, il y aurait surtout beaucoup de travaux à faire: l'isolation, l'aménagement de la cour, l'installation d'Internet..."

Surtout, Emmanuel Macron a dû en rabattre sur ses idées transgressives d'autonomie, selon lesquelles les directeurs pourraient s'affranchir des règles pour recruter "sur profil", chiffon rouge pour les syndicats. Finalement, dans ces équipes, les enseignants en place restent, et les 38 nouveaux postes créés ont été pourvus via la procédure classique du barème et des points des candidats. Cependant, ces postes dits "à exigences particulières" nécessitaient de passer, en sus, un entretien devant une commission à laquelle participaient le directeur d'établissement et un enseignant. Un point noir pour la FSU: "Si l'on veut attirer de bons professeurs motivés, il faut revaloriser les salaires pour tous et indexer le point d'indice sur l'inflation, martèle son secrétaire général, Benoît Teste. Sinon, on va continuer à manquer de forces." Le maire de Marseille, le socialiste Benoît Payan, s'il est ravi de cet argent qui pleut sur les établissements de sa ville, s'oppose aussi à ce point de l'expérimentation, au nom de "l'égalité de toutes les écoles de la République". A rebours, une directrice apprécie ce mode de recrutement:



"Les professeurs qui viennent ici doivent savoir qu'il leur faudra s'impliquer bien plus qu'ailleurs, tous ne sont pas prêts à le faire, il faut qu'ils manifestent leur adhésion."
Annonce irréaliste

Ces expériences vont-elles fondamentalement améliorer l'école? Emmanuel Macron est repassé en juin à Marseille pour s'extasier devant le "laboratoire de maths" de la maternelle Menpenti - dans un quartier classe moyenne - s'inspirant des méthodes Freinet et de Singapour, où les enfants manipulent des cubes et des boules, loin du papier-crayon.

"Les élèves veulent tout le temps y aller, se réjouit une enseignante. Ils ont moins peur de faire des erreurs et le travail en groupe a permis une meilleure cohésion."

Encourageant, mais il faudra du recul pour une évaluation sérieuse. Pourtant, le président a dit vouloir étendre l'expérimentation dès cet automne à des zones d'éducation prioritaire sur tout le territoire. Une annonce qui semble peu réaliste à l'aune du temps nécessaire pour monter des projets pertinents et surtout des moyens financiers et humains exigés.



Le président Macron de retour à Marseille, entouré du ministre de l'Éducation Pap Ndiaye (à g.) et du maire de la ville Benoît Payan (à d.), à l'école Menpenti, le 1er juin. Le "laboratoire de maths" de cette maternelle, où les enfants manipulent des cubes et boules, s'inspire des méthodes Freinet et de Singapour. (I. Hanning/Sipa)

